

Philippe Saurel : ses 12 travaux d'Hercule

par Gazette | 9 mai 2014 - 11:40



Céline Escolano

C'est "Monsieur Audit". Philippe Saurel, le nouveau maire, assure vouloir prendre son temps pour décider. Sur les principaux projets en cours – halles Laissac, ligne 5, rythmes scolaires... –, il envisage de lancer des audits et n'hésite pas à stopper projets urbains et autres lignes de tram.

1 ÉCOLE

Les nouveaux rythmes repoussés

Un maire peut-il désobéir à la loi et repousser l'application d'une réforme ? Normalement, non. Mais le remaniement ministériel tombe à point nommé pour Philippe Saurel. Le nouveau Premier ministre Manuel Valls annonce, ce mardi 8 avril, *"un assouplissement de la réforme des rythmes scolaires"* qui pourrait rendre possible son report souhaité par le maire de Montpellier. *"Je reporterai sa mise en application à janvier 2015"*, a répété le nouveau maire tout au long de la campagne, allant à l'encontre de la loi Peillon imposant à toutes les communes de mettre en place la semaine de 4 jours et demi au plus tard à la rentrée 2014.

Cet "assouplissement" pourrait rendre la tâche plus facile à la rectrice de Montpellier, seule

habilitée à valider une dérogation. Pourquoi demander cette dérogation ? Pour connaître le coût exact de la réforme – estimée entre trois et huit millions d’euros – et prendre le temps de la mettre en place correctement. Reste que beaucoup, parents d’élèves en tête, s’interrogent sur l’intérêt d’un changement des rythmes en cours d’année. *"On ne sera pas prêt en septembre"*, annonce Max Lévi, numéro 3 de l’équipe Saurel. Faux, répond Jean-Louis Gely, ex-adjoint au maire chargé de l’éducation. *"Le projet est avancé, près de 400 associations ont été contactées, il y a eu des réunions avec les conseils d’école, la CAF et l’académie. Tout est prêt pour que la réforme soit mise en place en septembre."*

C. A.

2 POLICE

Comment renforcer les effectifs ?

Proche de Manuel Valls, désormais Premier ministre, Philippe Saurel espère le rencontrer rapidement pour lui demander *"un renfort de cinquante policiers nationaux"*. Obtiendra-t-il gain de cause ? *"Cela semble difficile dans l’immédiat, juge le syndicaliste policier Bruno Bartocetti. On soutient sa demande, car nous sommes en sous-effectif à Montpellier. Mais 400 policiers ont été recrutés cette année pour l’ensemble du pays. Il sera difficile de passer devant Marseille ou la Corse."*

Par ailleurs, la nouvelle équipe souhaite *"un transfert d’une cinquantaine d’employés municipaux"* vers la police municipale. *"Mais ce n’est pas une simple mutation, tempère Régine Souche, ancienne élue en charge de la sécurité. Il faut que les agents réussissent un concours national et soient formés. C’est faisable, si on s’en donne les moyens. Sur le pré-cédent mandat, on a augmenté de 38 %, pour arriver à 130 agents. Même si nous sommes dans la moyenne des villes équivalentes, Montpellier a besoin de dix nouveaux policiers municipaux par an, pour accompagner son expansion."*

50 agents en plus, cela représente 1,5 million d’euros de budget, hors primes.

G. C.

3 EAU

Vers une régie en 2016

"On signera un avenant d’un an avec Veolia jusqu’au 31 décembre 2015, le temps de construire la régie de l’eau qui sera donc opérationnelle le 1er janvier 2016", annonce Max Lévi, numéro 3 de la liste du nouveau maire, pressenti pour les finances. Réalisable ? Oui. Sur le papier, rien n’empêche la nouvelle équipe de prolonger le contrat de Veolia. Mais un passage en régie en un an semble compliqué, voire impossible pour certains. *"Car le passage de relais d’une délégation de service public à la régie publique demande des aménagements"*, explique Louis Pouget, ancien élu de l’Agglo : transfert de personnels, de compétences, constitution d’un nouvel organigramme, analyse du réseau et des infrastructures. Nice et Rennes, toutes deux en train de mettre en place ce changement, se sont fixé deux ans pour changer de gestionnaire.

C. A.

4 OZ ET ODE

Projets en stand-by

Philippe Saurel annonce vouloir stopper l'avancée des quartiers d'affaires Oz et Ode, projets urbains situés autour de la future gare TGV et le long de la route de la Mer. Un vrai coup de frein, le temps de réaliser un audit financier. Le projet est cher – 250 millions d'euros – et les premiers coups de pioche étaient prévus dès 2015. Près d'Odysseum, Oz devait s'étendre sur 350 hectares entre Montpellier et Lattes, avec 5 000 logements et un pôle d'affaires de 1 500 entreprises. L'école Sup de Co, située dans le quartier Alco, devait même y déménager dès 2017.

Vers Pérols, le quartier Ode devait, lui, remplacer les zones commerciales avec plus de 6 000 nouveaux logements répartis sur 250 hectares.

Alors doit-on dire définitivement adieu à Oz et Ode ? Mystère. Mais difficile d'imaginer la future gare TGV construite au milieu de nulle part ! *"Je ne suis pas inquiet, assure Cyril Meunier, le maire de Lattes, concerné par le quartier Oz. On ne peut pas jeter l'eau du bain après dix ans de travail sérieux là-dessus. Ce quartier serait un atout économique énorme pour Montpellier."*

Une chose est sûre, si une partie du projet est conservée, le déménagement de l'école Sup de Co est, lui, remis en cause dans les conditions actuelles. *"Pourquoi M. Deljarry (1) peut-il délocaliser Sup de Co à Oz ? Parce qu'il peut vendre le terrain de l'actuelle école au prix du terrain constructible pour les lotisseurs et les promoteurs. S'il le peut, c'est parce que la Ville a modifié les zonages. On veut bien être cocus mais on ne veut pas payer la chambre",* explique Philippe Saurel, interrogé par *La Lettre M.* Mais André Deljarry va tout faire pour sauver son projet : *"Je vais rencontrer Philippe Saurel pour lui prouver l'intérêt économique de cette implantation."*

J.-B. D.

(1) André Deljarry est président de la CCI de Montpellier, gestionnaire de Sup de Co, et soutien du candidat Jean-Pierre Moure pendant la campagne.

5 ROMS

Le village repoussé ?

La mairie l'avait voté : un "village d'insertion" pour 20 familles de Roms, soit environ 80 personnes, devait voir le jour cette année. *"C'était très avancé, confirme Serge Fleurence, ancien premier adjoint. On avait défini un lieu secret, on avait voté un budget de 2 millions et on attendait des financements de l'Europe et la Région."*

Une association de Seine-Saint-Denis était même mandatée pour coordonner ce projet, prévu dans une zone peu habitée du nord de Montpellier. Or, Philippe Saurel considère que *"ce n'est pas une priorité",* estimant qu'il *"ne réglera pas le problème des Roms"*. Il ne le réalisera *"que si la loi l'exige"*. Et les services de l'État sont formels : *"Il n'y a rien d'obligatoire. C'est basé sur le volontariat des villes, avec des subventions possibles de l'État et l'Europe."* Mais pour Max Léviata, adjoint au maire, le projet *"n'est pas abandonné. Cette demande de l'État est votée et financée, et le lieu est trouvé"*. Reste à savoir à quelle vitesse ce projet sera mis en œuvre.

G. C.

6 AGGLO

La Métropole aux oubliettes

Bye-bye, la Métropole de Montpellier ? Comme beaucoup de maires des villages, Philippe Saurel est contre la création d'une nouvelle structure aux compétences renforcées. Il préfère conserver le statut actuel de l'Agglo et son périmètre, tout en développant des accords de collaboration avec les communes voisines : *"Je suis favorable à un pôle métropolitain, qui irait du pic Saint-Loup à la mer et de Lunel à Sète, confie-t-il. Sans pour autant les intégrer dans un territoire de communauté urbaine ou dans un grand territoire administratif. C'est un territoire de coopération. Chacun reste dans son agglomération et passe des conventions."*

Contrairement aux onze métropoles de droit (Bordeaux, Marseille, Toulouse, Strasbourg...), pour qui le changement est automatique au 1er janvier 2015, Montpellier et Brest doivent passer par un vote des élus, à la *"majorité qualifiée des communes membres"*, pour devenir Métropole. Et il y a fort à parier qu'avec Philippe Saurel à l'Agglo, ce vote ne soit jamais proposé aux élus. À moins que les récentes annonces du Premier ministre Manuel Valls – regroupement des régions pour 2017 et disparition des conseils généraux en 2021 –, ainsi que de probables incitations financières, n'amènent la nouvelle équipe à reconsidérer sa position. *"Comment pourrions-nous exister entre Toulouse et Marseille, sans la Métropole, quand il n'y aura plus que dix régions ?"*, s'interroge un élu sortant.

Y. V.

7 SPORT

Priorité aux quartiers

Le sport en libre-service, c'est la promesse de campagne de Philippe Saurel. Le nouveau maire de Montpellier compte *"mettre à disposition des habitants des lieux dédiés au sport dans chaque quartier"*.

Autre certitude : la préservation du stade de foot du Père-Prévost dans le quartier des Beaux-Arts, jusqu'ici condamné par un projet immobilier. Du côté du sport de haut niveau, rien n'est encore bien défini.

Les subventions vont-elles baisser ? Il faudra attendre le vote des subventions 2015 pour le savoir. *"Je ne m'inquiète pas, Philippe Saurel est dans la lignée de Georges Frêche et il sait à quel point Montpellier a besoin du haut niveau"*, assure Rémy Lévy, président du hand.

"Il est trop tôt pour savoir, mais il a ma confiance", ajoute Mohed Altrad, patron du rugby. Sujet chaud du moment, le nouveau maire va-t-il vendre le stade de rugby Yves-du-Manoir à Mohed Altrad, qui parlait de construire son propre stade ? *"C'est à l'étude, pourquoi pas"*, répond Max Lévida.

J.-B. D.

8 LAISSAC

Les halles conservées ?

Faut-il de nouvelles halles Laissac, sans places de parking, comme le prévoyait l'équipe sortante ? Philippe Saurel s'est engagé à stopper le nouveau projet si l'on ne parvenait pas à réaliser "200

places de stationnement" en souterrain sous les futures halles... Problème : un tel parking coûterait au bas mot 5 M€.

Ce qui reviendrait à doubler le coût global, le budget des nouvelles halles étant chiffré à 6 M€. Dans le contexte actuel, difficile de trouver une telle somme. Il se pourrait donc que le bâtiment actuel des halles avec ses 225 places de parking soit conservé, et non pas démoli en janvier 2015. Mais le bâtiment tiendra-t-il le coup ? Peut-il être rénové ? Architectes et ingénieurs sont nombreux à considérer qu'un béton de 45 ans est loin d'être à bout de souffle et qu'une rénovation sera toujours moins chère qu'un nouveau projet.

Y. V.

9 TRAM

Un ticket à 1 euro

Le nouveau maire l'a promis : le ticket unitaire de Tam devrait passer de 1,40 € à 1 €, et les abonnements seront revus à la baisse. Pour Marc Le Tourneur, ex-directeur de la Tam, la mesure est difficile à appliquer : *"Cela coûterait 4 millions d'euros par an, sans compter les moyens à mettre en œuvre suivant la fréquentation. La ligne 1 est déjà saturée. Il faudrait acheter des trams, et c'est long à commander."* Il est donc assez dubitatif sur la mise en œuvre rapide de cette proposition.

G. C.

10 TRAM

La ligne 5 à l'arrêt

Arrêtera, arrêtera pas ? Durant la campagne, Philippe Saurel avait promis de *"suspendre la ligne 5"* qui doit relier Lavérune à Clapiers. Le projet étant lancé, est-ce possible ? *"Bien sûr !, lance Robert Subra, ancien président de Tam. On peut arrêter les chantiers et payer des indemnités aux entreprises."* Et la subvention de 36 millions, promise par l'État pour le projet, sera-t-elle perdue en cas de suspension ? *"Rien ne changerait en cas de décalage dans le temps, assure Robert Subra. Il fallait démarrer les travaux l'an passé pour être qualifié. La subvention doit être versée au fur et à mesure des travaux. Tant que le tracé reste le même, pas de souci."* En revanche, le maire confirme que la ligne 4 – la circulaire – sera bouclée en priorité, entre le Jeu-de-Paume et Albert-Ier, le long du Jardin des plantes.

G. C.

11 MONTCALM

Un parc préservé

"Préserver le parc Montcalm." Depuis plus d'un an, Philippe Saurel soutient le combat de l'association Arfa Montcalm, opposé à des constructions et au passage du tram dans les 23 hectares du parc. Philippe Saurel confirme, annulant même le projet de conservatoire dans le parc et appelant à densifier la zone de la caserne, plutôt que la zone naturelle. Cela veut dire changer le tracé du tram. *"C'est possible, mais il faut repartir de zéro, et refaire deux ans d'études"*, analyse Robert Subra. Et dans ce cas, il faudra dire au revoir à une grosse partie des 36 millions promis par l'État. Dans le doute,

Alain Darney, président d'Arfa-Montcalm, annonce que le recours contre le projet *"est maintenu. Nous nous félicitons de cette élection, car Philippe Saurel s'est engagé sur ce sujet. Mais nous restons prudents : le projet existe toujours. Nous attendrons une décision de l'Agglo pour retirer notre recours"*.

G. C.

12 TRAM

Une connexion jusqu'à la mer

Philippe Saurel souhaite connecter *"le tram à la mer"*. Tout sera question de négociation avec les communes littorales, car techniquement *"c'est tout à fait faisable"*, confie Robert Subra, ancien président de la Tam. *On avait imaginé un tracé allant jusqu'à la mairie de Carnon. Le dossier a été mis de côté"*. Philippe Saurel a trouvé un allié en la personne de Jean-Pierre Rico, le nouveau maire de Pérols : *"Pérols ne peut rester un terminus. Quand on voit des mamans faire un kilomètre à pied avec poussette et parasol, c'est scandaleux. Et ce serait un buzz énorme, de relier la Comédie à la mer."* Reste à convaincre.

G. C.

Extrait du dossier "L'après-Municipales" paru dans *La Gazette de Montpellier* n° 1347 du jeudi 10 avril 2014